

PÉTITION

Le débat est ouvert sur un droit au télétravail

Écrit par **Laura Fort**

Publié à 12:06 • Édité à 14:32



La pétition pour un droit au télétravail donnera lieu à un débat public. (Photo: Shutterstock)

Une pétition est ouverte à signature pour défendre une intégration au Code du travail d'un droit au télétravail. Mercredi 13 mai à la mi-journée, elle avait déjà recueilli près de 5.000 signatures, et donnera donc lieu à un débat public.

Ouverte à signature depuis le 24 avril, la pétition en faveur d'un droit au télétravail a déjà largement passé le cap des 4.500 signatures: elle donnera donc lieu à débat public.

Son initiateur, Serge Remy, travaille dans le secteur financier et souligne dans le texte de la pétition que, «suite à la crise du Covid-19, beaucoup de salariés ont mis en œuvre des solutions de télétravail montrant ainsi que les fonctions et tâches qui leur sont assignées peuvent très souvent être effectuées au domicile du salarié. L'absence de déplacements entre le domicile et le lieu de travail réduit considérablement le stress des salariés, le risque d'accident et la pollution atmosphérique les jours de télétravail. Afin d'augmenter le bien-être des travailleurs et de réduire la pollution atmosphérique, pour que les salariés qui le désirent puissent bénéficier du télétravail, nous proposons de modifier le Code du travail pour introduire un droit au télétravail.»

Il propose ainsi que le télétravail soit effectué pendant la moitié du temps de travail hebdomadaire, sur demande de l'employé, et sous réserve que le télétravail soit possible.


La pétition est encore ouverte à signature jusqu'au 4 juin inclus.

Négociations à poursuivre

L'avenir du télétravail au Luxembourg dépend aussi des trois pays voisins, dans lesquels résident quelque 200.000 travailleurs frontaliers.

Lesquels sont pour l'instant toujours soumis à un nombre limité de jours de télétravail: ils ne peuvent en effet dépasser le seuil annuel toléré (29 jours pour les frontaliers français, 24 pour les belges, 19 pour les allemands), sans retomber sous le régime fiscal de leur pays de résidence.

Cette limite a été abolie pendant la période de confinement, et les retours positifs sur l'expérience du télétravail ces deux derniers mois mettent la pression sur les autorités des quatre pays pour que la règle soit revue.

À ce sujet, le Premier ministre  Xavier Bettel (DP) déclarait, lors du Live Chat avec Paperjam, le 12 mai (à partir de la minute 38), que, «pour négocier, il faut un partenaire, car il ne s'agit pas d'une décision unilatérale. Il faut donc plancher sur un projet commun, car les pays limitrophes pourraient alors perdre des recettes fiscales. Mais ce serait évidemment dans l'intérêt de tous d'insister sur ces négociations.»

Serge Remy

Xavier Bettel

DP
